Les droits d'auteur

L'originalité est la condition nécessaire et suffisante pour bénéficier de la protection du droit d'auteur. L'originalité est l'expression juridique de la créativité de l'auteur, elle est définie comme l'empreinte de sa personnalité.

L'expression «droit d'auteur» est la dénomination usuelle de la «propriété littéraire et artistique», définie par le Code de La propriété intellectuelle (art. L. 121 et suivant du Code de la propriété intellectuelle). Le droit d'auteur recouvre deux acceptions, il s'agit avant tout d'un droit de propriété sur l'œuvre, du seul fait de sa création, et de façon plus concrète, le droit d'auteur désigne également les rémunérations que reçoit l'auteur.

Ces droits comportent deux types de prérogatives, des droits moraux dont la finalité est de protéger la personnalité de l'auteur exprimée au travers son œuvre et des droits patrimoniaux qui permettent à l'auteur d'autoriser les différents modes d'utilisation de son œuvre et de percevoir en contrepartie une rémunération.

> Les droits moraux

Tout auteur conserve sur son œuvre un droit moral qui lui donne droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit ne peut être cédé. Il est perpétuel et reste en vigueur même lorsque l'œuvre est tombée dans le domaine public. Le droit moral se subdivise en quatre autres droits.

- Le droit de divulgation

Il permet à l'auteur de décider du moment et des conditions selon lesquelles il livrera son œuvre au public.

- Le droit à la paternité

Il garantit que le nom de l'auteur sera apposé sur toute reproduction de l'œuvre. C'est aussi l'obligation pour tout utilisateur de l'œuvre d'indiquer le nom de l'auteur.

- Le droit au respect de l'œuvre

Il implique le maintien de l'intégrité de l'œuvre, le respect de son esprit et permet à l'auteur de s'opposer à toute modification susceptible de dénaturer son œuvre.

- Le droit de repentir ou de retrait

Il permet à l'auteur, même après que ses travaux aient fait l'objet d'une exploitation publique, de se rétracter et de les retirer du marché. Il lui faudrait alors indemniser le cessionnaire du préjudice subi.

> Les droits patrimoniaux

Ce sont les droits liés à l'exploitation et à la diffusion de l'œuvre. L'auteur dispose du droit exclusif d'exploiter son œuvre sous quelque forme que ce soit et d'en tirer un profit pécuniaire (CPI, art, L.123-1).

- Le droit de reproduction

Il consiste dans la fixation matérielle de l'œuvre au public par tous les procédés qui permettent de la communiquer au public de manière indirecte (L.122-3 CPI). Le code cite notamment : «l'imprimerie, la photographie et tout procédé des arts graphiques et plastiques ainsi que l'enregistrement mécanique cinématographique ou magnétique». C'est ce droit que l'auteur vend à son client (le diffuseur). Dans le contrat, il apparaît sous le terme de «Cession de droits d'auteur».

- Le droit de représentation

Il s'agit de la communication de l'œuvre au public, grâce à des procédés tels que la récitation publique, exécution lyrique, représentation dramatique, présentation publique, projection publique, transmission dans un lieu public de l'œuvre télédiffusée et télédiffusion. La cession des droits de reproduction n'implique pas forcément celle des droits de représentation, bien que de nombreux contrats lient ces deux droits. L'auteur est en droit de ne céder que l'un ou l'autre de ces droits.

- Le droit de suite

Le Code de La propriété intellectuelle prévoit un droit de 3 % lors de la vente aux enchères de l'œuvre d'auteurs des arts plastiques et graphiques. Il leur permet de toucher un pourcentage du prix de revente de leurs œuvres, que la vente se fasse dans une galerie ou dans une salle d'enchères. Ainsi, si une œuvre change plusieurs fois de propriétaire, l'auteur touchera un pourcentage sur chaque transaction.